



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

fixant des prescription complémentaires à la société ArianeGroup, située sur la commune de Saint Médard-en-Jalles, site d'Issac

**La Préfète de la Gironde
Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,
Chevalier des Arts et Lettres**

VU le code de l'Environnement, son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L. 512-1, L. 515-39, R. 515-98 et R. 515-100 et son titre VIII du livre 1^{er} relatif aux procédures administratives, notamment ses articles, L. 181-14, L. 181-25, D. 181-15-2, R.181-45 et R.181-46 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret en date du 22 avril 2026 nommant Madame Sophie BROCAS préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation 13145/6 en date du 6 août 2010 d'exploitation par la société ASTRIUM du site d'Issac ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2025 fixant des prescriptions particulières à la société ArianeGroup située sur la commune de Saint Médard-en-Jalles, site d'Issac ;

VU le porter à connaissance référencé JSFI2 n°01/20 du 9 janvier 2020 et mis à jour au 14 octobre 2025 relatif à la nouvelle cabine 6A de pulvérisation au sein du bâtiment 38 ;

VU le porter à connaissance référencé JSFI2-21.25 du 15 décembre 2025, relatif à la nouvelle cabine 6B de pulvérisation au sein du bâtiment 38 ;

VU la décision de non-soumission à étude d'impact du du 11 mars 2026 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de référence UD33-CRA-EH-26-138 en date du 11 mars 2026 proposant la prise d'un nouvel arrêté complémentaire et le lancement de la participation du public par voie électronique (PPVE) ;

VU le courriel adressé le 12 mars 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 26 mars 2026 indiquant ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU la tenue de la PPVE du 27 avril 2026 au 11 mai 2026 inclus .

CONSIDÉRANT que les projets de modification visés ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46. I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une PPVE est nécessaire, conformément à l'article L 123-19-2 du code de l'environnement, dans la mesure où une nouvelle activité permanente relevant du régime de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) est menée sur le site

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des projets de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que pour faciliter le suivi de l'établissement, il est préférable de regrouper les prescriptions qui lui sont applicables dans un nombre limité d'arrêtés et qu'il apparaît nécessaire d'abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 février 2025 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations apportée lors de cette PPVE,

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

La société ArianeGroup est tenue de respecter les dispositions suivantes pour l'exploitation de son établissement d'Issac sur la commune de Saint Médard-en-Jalles.

Article 1 - Dispositions générales

Les installations de l'établissement du site d'ISSAC de la société ARIANEGROUP sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux dispositions techniques et organisationnelles figurant dans les porters à connaissance susvisés en vigueur, dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des autres arrêtés préfectoraux ou ministériels susvisés, à la législation des installations classées ou aux autres réglementations applicables.

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2025 susvisé est abrogé.

Les articles et annexes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 août 2010 susvisé mentionnés dans la colonne de gauche du tableau suivant sont abrogés, modifiés ou remplacés par les articles et annexes du présent arrêté mentionnés sur la même ligne dans la colonne de droite dudit tableau.

Articles de l'arrêté préfectoral du 06 août 2010	Articles et annexes du présent arrêté
Chapitre 1.2	Remplacé par l'Article 3
Article 3.2	Remplacé par l'Article 4

Article 3 – Tableaux de classement

ICPE

Rubriques ICPE		Situation	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe 1 du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visés par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	724kg	DC
1978	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an</p> <p>1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation</p>	14 t/an	D
2564-1c	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.</p> <p>1) Hors procédé sous vide. Le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>c) Supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal 1500 litres pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques</p>	250 litres	DC
2575	<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	54 kW	D
2661-1c	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>1) Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>c) supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j</p>	1,23 t/j	D

Rubriques ICPE		Situation	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2910-A-1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770,2771,2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW</p>	<p>24,79 MW au total dont les chaudières de la chaufferie :</p> <p>Chaudière 1 : 4.25 MW</p> <p>Chaudière 2 : 4.25 MW</p> <p>Chaudière 3: 12.9 MW et</p> <p>Chaudières du bâtiment 38 : 1.56 MW</p>	E
2921-1a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p>1) Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000KW</p>	17MW	E
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50kW</p>	125 kW	D
2940-2b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage) sur support quelconque.</p> <p>A l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801</p> <p>2) Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés)</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j</p>	228 kg/j	E

Rubriques ICPE		Situation	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
4210-1b	<p>Produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur) à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique.</p> <p>1) Fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur, à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique et à l'exclusion des opérations effectuées sur le lieu d'utilisation en vue de celle-ci et des opérations effectuées en vue d'un spectacle pyrotechnique encadré par les dispositions du décret 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) supérieure ou égale à 1 kg mais inférieure à 100 kg</p>	65 kg	DC
4220-2	<p>Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.</p> <p>La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg</p>	182 kg	E
4331-3	<p>Liquides inflammables catégorie 2 et 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	81,17t	DC
4725-2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2) Supérieur ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	13 t	D
4734-2c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique, et mélange de gazoles compris); fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	110 t	DC

IOTA

2150	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surfaces totales imperméabilisées : 67 618 m ²	D
-------------	---	---	----------

Article 4 – Conditions de rejet

Article 4.1 - Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 4.2 – Dispositions particulières concernant les rejets de l'installation de traitement des gaz (Primevère)

Article 4.2.1 – Cheminée de l'installation Primevère

Elle doit satisfaire aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	température de rejet en °C
Cheminée	25	0,5	6000	8	150

Article 4.2.2 - Valeurs limites de rejet de l'installation Primevère

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Polluant rejeté	Valeur limite de rejet (mg/Nm ³)	Flux en(kg/an)
NO _x en équivalent NO ₂	500	143
CO	100	29
HCl	50	7,2
Poussières	40	11,6
Oxydes de plomb	1	0,15
NH ₃	50	14,4
MMH	2	0,3

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273°K
- pression 101,3 Kpa
- 20 % de O₂

Article 4.3 – Dispositions particulières concernant les rejets de la chaufferie centrale

La hauteur de la cheminée de la chaufferie centrale culmine à 15 m. Les valeurs limites d'émission respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910-A.

Article 4.4 - Dispositions particulières concernant les valeurs limites de rejet des installations du site rejetant des COV

Bâtiment	Installations concernées	Concentration (mg/Nm ³)
38	LPP et étuve Robots Prosial 6A- rejet n°1	50
	LPP et étuve Robots Prosial 6B- rejet n°1	50
	Robots Prosial 6A- rejet n°2	20*

	Robots Prosial 6B- rejet n°2	20*
	Cabine 5b	- 50 mg/Nm3 pour le séchage - 75 mg/Nm3 pour l'application du vernis
	Cabine 5c	- 50 mg/Nm3 pour le séchage - 75 mg/Nm3 pour l'application du vernis
36	Poste de nettoyage manuel	50
35	Cabine phenix	- 50 mg/Nm3 pour le séchage - 75 mg/Nm3 pour l'application du vernis
	Cabine Omia	- 50 mg/Nm3 pour le séchage - 75 mg/Nm3 pour l'application du vernis
18	Cabine	- 50 mg/Nm3 pour le séchage - 75 mg/Nm3 pour l'application du vernis

* : la première mesure pour déterminer si ces VLE sont respectées est à réaliser dans les 6 mois suivants la notification de cet arrêté.

Les exutoires reliés aux Robots prosial 6A et 6B sont les suivants :

- rejet n°1 : rejet des locaux de préparation et des étuves des 2 cabines 6A et 6B.
- rejet n°2 : le rejet des cabines de peinture, qui est relié à un oxydateur thermique.

Article 4.5 - Contrôles et surveillance

Article 4.5.1 - Surveillance de la pollution rejetée

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 4.2.2 et 4.4, adapté aux flux rejetés.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets.

Les mesures sont effectuées, lorsque cela est possible, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 sont respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Le préfet peut demander la réalisation de mesures d'odeur, aux frais de l'exploitant, selon les méthodes normalisées en vigueur, si l'installation fait l'objet de plaintes relatives aux nuisances olfactives.

Article 4.5.2 Programme d'auto surveillance

Article 4.5.2.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 4.5.2.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 4.5.3 Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance

Article 4.5.3.1 Auto-surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Article 4.5.3.1.1. Auto-surveillance des émissions par mesure

Une mesure de la performance des systèmes de filtration des rejets visés à l'article 4.2.2 et 4.4 du présent arrêté est effectuée tous les ans sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 3.2.3. Les mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Article 4.5.3.1.2 Mesures « comparatives »

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 4.5.2.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètres	Fréquence
Tous paramètres mentionnés aux articles 4.2.2 et 4.4	annuelle

Article 5 – Bâtiment 32

Article 5.1 – Accessibilité des services de secours

Le bâtiment 32 est desservi par une voie de desserte de plus de 3,5 m de large qui permet l'accessibilité des services de secours et notamment permettre la giration des engins. Une voirie en enrobés de 3,5 m est installée sur la périphérie du bâtiment 32. Les dalles extracteurs n'empiètent pas sur la voie de desserte ou permettent la portance d'un véhicule de 160 kilonewtons avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ces derniers étant distants de 3,60 mètres au minimum. Les voies en cul-de-sac de plus de 60 m doivent permettre le retournement et le croisement des engins.

Article 5.2 – Quantité de substance dangereuse :

La principale substance dangereuse autorisée dans le bâtiment 32 est le méthyléthylcétone dans une quantité n'excédant pas cinq litres. Par ailleurs, la quantité de colle mise en œuvre n'excède pas cinq kilos.

Article 6 – Ombrières photovoltaïques sur les parkings nord et sud

L'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings nord et sud respectent les prescriptions de la section V de l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En particulier, il respecte les prescriptions suivantes :

- L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.
- les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports et leurs isolants (thermique, étanchéité) répondent au minimum aux exigences des matériaux non gouttant (d0).
- Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- Des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage sont apposés au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
- L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence

qui permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours. Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution.

- Les procédures de mise en sécurité définies ci-dessus sont jointes au plan d'opération interne.
- Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.
- La structure des panneaux photovoltaïques est prévue pour résister aux charges climatiques suivant la norme Neige et Vent 65 renforcée.
- Les postes de transformation sont situés près des panneaux photovoltaïques et logés dans un local préfabriqué, avec une ventilation naturelle haute et basse correctement dimensionnée.
- Des coupures d'urgence sont situées en façade du poste de transformation et accessibles aux services de secours. Ils permettent de couper le courant et la tension des onduleurs (situés sous les ombrières en tête de poteau) au poste de transformation.

Article 7 – Mises à jour documentaire

Les procédures internes, les fiches réflexes, le POI, et les plans des installations sont mis à jour autant que de besoin vis-à-vis des porter à connaissance susvisés.

Article 8 - Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du même code, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux par l'intermédiaire de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr », soit par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée, soit par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr). Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de

la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ; un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est également publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société ArianeGroup.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Médard-en-Jalles

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.


Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général
Bordeaux le

• 1 JUIN 2026

François DRAPÉ
La préfète,